

L'assassinat du couple Muzam, survenu le week-end dernier dans la région du Nord-Ouest n'a pas fini de créer l'émoi au sein de l'opinion nationale.

Ce crime odieux choque non seulement par sa cruauté mais aussi et surtout par les mobiles qui auraient animé ses auteurs. Les époux Muzam sont bien connus dans la région du Nord-Ouest. Pour leur militantisme actif au sein du Rdpc, le parti proche du pouvoir.

Dame Muzam était avant sa mort, présidente de la sous-section Ofrdpc de Batibo. Le couple s'était fait surtout remarquer pour sa loyauté envers les institutions de la République et celui qui les incarne. C'est à ce titre, qu'ils ont bravé le mot d'ordre de boycott des festivités marquant la 46e fête de l'Unité nationale lancé par une horde d'individus prônant la sécession du Cameroun.

La réussite totale de cet événement, malgré un environnement sécuritaire précaire, est d'ailleurs à mettre à l'actif de ce couple de citoyens patriotes. Leur élimination aurait été également perpétrée en représailles à leur engagement à faire vivre l'école à Atanga, en dépit des menaces proférées par les sécessionnistes pour empêcher le déroulement des activités scolaires dans cette région.

Voici bientôt deux ans que les sécessionnistes procèdent par la destruction des écoles, l'assassinat d'enseignants et responsables du secteur éducatif. Ils n'hésitent pas à intimider et à assassiner les parents qui tentent d'envoyer leurs enfants à l'école. Il y a quelques mois, ces terroristes ont procédé aux enlèvements des personnels éducatifs parmi lesquels de nombreux hauts responsables régionaux.

Tout comme ils ne manquent pas de tuer, parents et élèves qui sont en faveur de l'école. C'est ce qui est arrivé aux époux Muzam. Voici un acte de plus qui finit d'étaler l'ignominie et le dessein funeste de ceux qui ont pris les armes contre leur partie sous le fallacieux prétexte de défendre les intérêts d'une partie de la population.

Ce drame allonge la liste de toutes les victimes civiles et militaires tombées sous la barbarie aveugle de ces individus sans foi, ni loi. Pire, ces crimes et ces enlèvements qui se multiplient contre les civils et les forces de défense et de sécurité qui défendent la patrie et les idéaux de la nation, se déroulent sous l'indifférence totale de certaines organisations non gouvernementales qui ont bâti leur réputation sur le nombre de dénonciations fallacieuses de violations de droits de l'homme qu'elles attribuent aux vaillants éléments de notre armée.

Fort heureusement, les agences onusiennes se placent aux cotés des populations et des pouvoirs publics pour condamner ces actes ignobles qui contribuent à la mort de l'école dans les deux régions du Cameroun.

Le représentant du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (Unicef) au Cameroun et le directeur du bureau régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la Culture (Unesco) pour l'Afrique centrale ont, il y a quelques jours, exprimé leur désapprobation totale et leur vive indignation par rapport « aux attaques injustifiées contre les enfants ».

Selon eux « aucune intimidation ne devrait être tolérée par tous les partenaires bien intentionnés qui cherchent à promouvoir les droits des enfants à une éducation de qualité dans un environnement sûr, protecteur et sécurisé ». Voilà ce qui mérite d'être dit.

Cameroon Tribune
